Livestreaming du briefing presse après le Conseil de gouvernement extraordinaire suite aux intempéries (11.06.2021)

## Intervenants

* Xavier Bettel, Premier ministre, ministre d’État
* Taina Bofferding, ministre de l’Intérieur
* Luc Feller, Haut-Commissaire à la Protection nationale
* Paul Schroeder, Directeur général du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)
* Journalistes

## Langue

* Français

## Transcript

[Xavier Bettel]

Au cours des 48 dernières heures, nous avons connu à Luxembourg des intempéries qui ont mené à des situations dramatiques.

Des inondations et des niveaux d'eau qu'on n'a plus connus au Grand-Duché depuis 100 ans.

Ce matin, nous avons, avec la ministre de l'Intérieur et les services rendus visite sur le terrain.

La ministre de l'Intérieur va entrer dans le détail.

Je voudrais tout de suite vous dire que, hier, j'ai décidé de créer une cellule de crise. C'était important, d'organiser les interventions et la ministre de l'Intérieur était prête à assumer la présidence.

La situation sur le terrain est dramatique.

D'un côté, nous n'avons pas eu de nouvelle de personnes blessées, ni de victimes et j'entends que dans la région voisine, c'est une situation qui correspond à la réalité et nos pensées s'adressent aux victimes où qu'elles habitent les victimes de cette catastrophe naturelle.

Les gens que nous avons rencontrés ce matin, nous avons commencé au Grund ensuite nous étions à Larochette, puis Rosport, Echternach et on a pu constater que la situation, bon, en un endroit, il n’y avait rien, dans d'autres endroits, il y avait tout :

Des caves, mais pas seulement, des maisons entières inondées.

Des gens qui avaient tout perdu.

Des gens qui avaient perdu leurs souvenirs et qui ont connu d'énormes dégâts matériels et, partout, on a constaté une solidarité entre les voisins.

À Echternach, ils nous ont dit "je vais dormir chez des amis, chez les enfants, ..." et que je voudrais aussi remercier les responsables communaux de leur activité directe qu'elles ont organisé à Rosport, par exemple, au "Bongert", ils ont des installations pour que les gens puissent y dormir, à Echternach, ils se sont organisés avec des hôtels, des auberges de jeunesse, pour que les gens puissent passer la nuit.

En fait, il y a d'énormes dégâts et je pense à tous ceux qui ont beaucoup perdu.

Des dégâts matériels, des souvenirs irremplaçables.

Il y a ce qu'on peut acheter et ce qu'on ne peut pas remplacer.

Et je dois vous dire que ceux que j'ai rencontrés, n'ont pas baissé la tête, au contraire, ils ont dit : rien ne s'est passé, ça va encore, ça va continuer, et on voit sur le terrain que la situation semble se stabiliser. Je suis content que le Haut-commissaire et le directeur du CGDIS soient présents pour faire le point sur la suite des prochaines heures et des prochains jours, après que la ministre de l'Intérieur nous ait fait un résumé depuis hier et jusqu'à maintenant.

En raison de la gravité de la situation, j'ai décidé ce matin de convoquer un Conseil de gouvernement ce soir pour voir comment, on pourrait organiser l'urgence pour cette situation exceptionnelle.

Le Conseil de gouvernement, dans une réunion extraordinaire, a décidé que on va considérer des événements des dernières heures comme catastrophe naturelle.

C'est un des décisions importantes pour remplir d'autres conditions importantes.

Le gouvernement a ainsi décidé, après avoir eu des entretiens avec les différents ministres et avec le ministre des Finances, comment nous pourrons développer une enveloppe financière pour compenser les dégâts et pour donner une aide directe aux gens et c'est une enveloppe de 50 millions d'euros qui a été débloquée pour pouvoir rapidement donner une aide.

Pour revenir sur ces aides, il y a une aide pour les personnes privées, sous la direction du ministère de la Famille et le gouvernement va payer pour les dépenses de première nécessité.

Puis, il y a les aides pour les entreprises avec le ministre des classes moyennes.

Le gouvernement va pouvoir donner de l'aide aux entreprises pour couvrir des frais, aussi pour des dégâts matériels au pour des dégâts au niveau des stocks et puis il y a aussi des aides pour l'agriculture qui est aussi concerné et le ministère de l'Agriculture a la même aide à sa disposition pour couvrir les frais.   
Et puis pour l'intérieur, nous avons vu qu'une série de communes vont avoir beaucoup de frais avec les infrastructures, avec ...

Donc, nous avons débloqué aussi un budget au niveau du ministère de l'Intérieur.

Tous les détails à qui on doit s'adresser et toutes les modalités seront publiés dans un communiqué après cette conférence de presse.

Et c'est aussi un enseignement que nous avons tirée d'anciennes situations que nous avons connues en 2017.

Pierre Gramegna avait des discussions avec des assurances.

Donc, il y a des personnes qui sont mieux assurées, actuellement, par rapport aux dégâts des eaux et j'espère que les assurances vont ... bon, je sais qu'elles auront beaucoup de travail dans les heures à venir, mais j'espère qu'elles vont comprendre les intérêts des personnes touchées et je sais que grâce aux pas négociés par le ministère des Finances et les assurances, beaucoup de gens bénéficient d'une meilleure protection par rapport à il y a quelques années.

Je me permets de dire un grand merci à l'équipe sur le terrain. Nous avons rencontré beaucoup de personnes des services, bon, l'école de police, la police, le CGDIS, l'armée, le Haut-Commissaire, aussi, l'administration des eaux, les différents services, l'armée, que ce soit à Echternach ou en d'autres endroits où ils sont intervenus tout de suite et tout cela de manière volontaire.

Bon, ... moi, je dis aussi un grand merci aux volontaires, les voisins, les collègues, les collègues de travail, ... Ils étaient tous présents.

C'est important de voir que l'on peut compter des uns sur les autres à Luxembourg lorsque la situation est critique et cet élan de solidarité que nous avons rencontré ce matin, ce n'est pas une consolation, mais bon, par rapport aux larmes que nous avons vu, c'est une aide.

C'est un support, c'est dont on a besoin pour continuer à se battre.

C'est facile à dire et je voudrais seulement dire aux gens que le gouvernement essaye d'agir aussi rapidement que possible et d'essayer de venir en aide de manière peu compliqué pour que les gens puissent s'en sortir de cette situation précaire.

Je sais qu'on a besoin de courage et je souhaite à tous ceux, bon, nous l'avons vu, où les maisons sont pleines de boue, sont inondées, où tout est détruit.

Je leur souhaite du courage parce que je sais que les prochaines heures ne seront pas faciles pour eux.

Madame la ministre.

[Taina Bofferding]

Bonsoir.

Tout d'abord, je voudrais dire que nous sommes en contact direct et permanent avec les communes.

C'est important de le faire ainsi.

Tout a commencé hier, quand le CGDIS a adressé des SMS aux bourgmestres pour les informer de la situation.

Moi-même, j'ai aussi pris contact avec les communes concernées.

J'ai téléphoné avec les différents bourgmestres hier soir et aussi pendant la nuit pour avoir de premiers retours de leur part pour savoir comment la situation se présentait dans les différentes communes et pour voir aussi où ils ont besoin d'une aide ciblée.

Ceci, pour le pouvoir leur donner l'appui nécessaire.

Depuis hier soir 19h, j'ai reçu des demandes surtout pour des sacs de sable, pour des pompes, pour évacuer l'eau des caves.

Vers 20 heures hier soir, la majorité des centres de secours étaient activés et deux heures plus tard, vers 22 heures, tout ceux qui pouvaient être mobilisés au niveau du CGDIS étaient en mission.

Et c'est à ce rythme que cela s'est poursuivi.

Jusqu'à l'heure actuelle, beaucoup de gens se sont engagés et comme on l'a déjà dit, il y avait aussi beaucoup de volontaires et nous sommes contents qu'ils aient pu prêter main forte.

Le plus important que sur ce qu'on va se concentrer, il y a trois priorités: tout d'abord il faut protéger la population, deuxièmement, éviter des blessés et, troisièmement, mener des actions préventives pour éviter d'éventuels dégâts supplémentaires et pour assurer l'approvisionnement de base au niveau de l'électricité pour assurer aussi donc tous les services requis.

Bon, pour faire un résumé de la situation, il semble comme si, bon, avec une certaine prudence, il semble comme si la situation devait se stabiliser et il pourrait y avoir une accalmie.

Le niveau d'eau est en train en de nombreux endroits de diminuer, mais ce n'est pas le cas partout et depuis hier midi j'essaye ..., bon, de refléter l'envergure.

Il y a eu plus de 6.300 appels de téléphone qui sont parvenues au 112 et plus de 1200 interventions ont été effectuées dans les différentes communes et tout le monde a dû donc intervenir pour pouvoir réagir localement.

D'après nos dernières informations, quelques 400 personnes ont été relogées dans les différentes communes et ce sont surtout les communes qui sont en charge du moment que les gens doivent quitter leurs maisons ou aussi pour prendre différentes précautions.

Donc, les communes sont en charge pour pouvoir reloger les gens et de nombreuses communes ont déjà pris des initiatives pour veiller à ce que si la situation devait encore se détériorer. Aussi, les gens ne peuvent pas être logé chez les collègues pour que les gens aient la possibilité de passer la nuit dans un autre endroit. Je l'ai déjà dit, la situation s'est plus ou moins stabilisé.

On le dit avec une certaine prudence et il importe de rester vigilant.

Et donc, maintenant, je vais parler de la cellule de crise.

Vous savez que, hier, nous nous sommes réunis une première fois pendant la nuit, après le déclenchement du plan d'intervention d'urgence en cas d'intempéries.

C'est le plan de catastrophe du gouvernement et c'est pour cela que la cellule de crise se réunit avec des différents acteurs. Les autorités publiques pour pouvoir nous faire une image de la situation pour juger la situation et c'est aussi très important parce que les différents acteurs doivent assurer la coordination entre les différents services de manière aussi peu ... administratif que possible.

Donc, c'est important de le faire avec les communes et on peut dire qu’une gestion locale est toujours requise.

Donc, nous sommes en contact direct et permanent avec les communes parce que la situation est très différente dans les différentes communes concernées.

Ce qui est important, c'est de savoir comment nous pouvons nous réunir dans la cellule de crise pour donner l'appui centrale et pour pouvoir réagir le cas échéant, si un soutien est requis.

Et on a déjà parlé des aides.

Moi, je voudrais parler de manière plus spécifique des aides pour les communes parce qu'à juste titre, il y des bourgmestres qui ont des soucis en raison des dégâts importants qu'ils ont au niveau des bâtiments publics, si les assurances n'interviennent pas et là aussi je voudrais garantir, comme les communes connaissent le ministère de l'Intérieur, nous allons payer les subsides, comme cela a encore été le cas lors de la tornade en 2019, en 2016 lors des inondations où beaucoup d'argent a été payé et c'est évident que dans la situation actuelle, les communes vont aussi avoir de l'aide pour tout ce qui concerne les bâtiments communaux et aussi pour d'autres infrastructures destinées au grand public.

Je voudrais encore citer ou faire une remarque, plutôt, par rapport à une citation du ministre du Travail pour les communes.

Le ministre du Travail, Dan Kersch, a invité les 40 initiatives locales à trouver des solutions pour les communes et pour que ces initiatives puissent venir en aide aux communes pour les travaux de nettoyage et de déblayage.

C'est ce qui les attendra lorsque la situation se sera calmée.

Et pour cela, c'est bon que le ministre du Travail ait pris cette initiative et les communes en seront informés par le biais d'une circulaire et puis il m'a encore donné un deuxième message: il est prêt pour le régime du chômage technique intempéries, de l'appliquer, donc, à partir de la 17e heure où les gens ne pourront pas travailler.

80% du salaire seront indemnisés et dans ce cas-là, les gens auront donc droit à 80% du salaire et le patron peut évidemment payer plus et là aussi on va encore donner des explications nécessaires.

Donc, nous allons accorder toutes les aides et c'est important pour le gouvernement de venir en aide de manière immédiate.

Et je voudrais terminer et profiter de l'occasion pour dire un grand merci à tous ceux qui interviennent et je voudrais les remercier de la bonne coopération au niveau de la cellule de crise.

Nous voulons pouvoir réagir de manière rapide et pragmatique dans l'intérêt du pays. Donc, un grand merci à toutes les femmes, à tous les hommes, qui travaillent depuis hier et qui nous permettent de nous en sortir.

[Xavier Bettel]

Merci madame la ministre de l'Intérieur et je reviens sur la dernière phrase.

C'est à Larochette où nous avons rencontré des jeunes sapeurs-pompiers volontaires qui nous ont dit qu'ils n'avaient plus dormi depuis 13h, mais ils ont dit qu'ils étaient quand même contents. Il faut être fier de tous les volontaires qui sont prêts à prêter main forte.

J'invite monsieur Feller et monsieur Schroeder de venir prendre notre place pour répondre à vos questions.

[Luc Feller]

Bonsoir.

Dans le courant de la journée, quand les nouvelles nous sont parvenus surtout de la part de "Meteolux" dans l'après-midi, nous nous sommes concertés de manière constante avec le service d'évaluation de l'administration des eaux avec le directeur du CGDIS, le ministre d'État et il s'est avéré que le ministre d'État a dit dans cette situation, c'est important d'activer une cellule de crise qui depuis hier soir à siégé deux fois sous la présidence de madame la ministre de l'Intérieur.

Ce sera encore une fois le cas ce soir parce que c'était important de faire un bilan de la situation et c'était important pour les acteurs de les réunir aussi rapidement que possible.

Des acteurs qui doivent intervenir en première ligne dans un tel scénario et éventuellement aussi ceux qui doivent participer en cours de route.

Il s'est avéré qu'en raison des masses de pluie, nous avons vu un double problème : d'un côté le problème des inondations, le long de différents fleuves, surtout l'Alzette, la Sûre, la Basse Sûre, mais aussi l'Our et la Mamer, où nous avons constaté que ... où nous avons vu qu'il y aurait des grands problèmes d'inondations et aussi des problèmes locaux en raison des masses de pluie, des problèmes locaux où la canalisation n'a plus pu gérer les masses de pluie ou où le sol était tellement saturé que l'eau a cherché son chemin sur les surfaces jusque dans  des caves des maisons.

On l'a déjà dit, le ministre de l'État et madame la ministre de l'intérieur, la situation semble se calmer pour ce qui est de la pluie. Donc, le pire devrait être derrière nous et au cours des 24 dernières heures, nous avons eu 60 à 80 litres d'eau par mètre carré. En différents endroits jusqu'à 100 mètres carrés. C'est énorme.

Il reste encore des averses qui seront possibles pendant la nuit. D'après Meteolux et après ces averses, la pluie devrait nous épargner.

Nous avons aussi parlé avec l'administration des eaux pour savoir ce que cela veut dire pour les fleuves dans les prochaines heures.

Pour les fleuves de moindre importance, les niveaux sont en train de baisser. Pour d'autres fleuves en d'autres endroits, les niveaux d'eau sont stables à un niveau élevé, mais dans le courant de la journée, ils devraient baisser même si pendant la nuit, il devait encore il y a voir l'une ou l'autre averse.

Cela ne va pas entraîner de nouvelles inondations. Cela pourrait faire en sorte que le niveau d'eau ne baisse que quelques heures plus tard, mais je le répète : nous sommes dans une situation stable avec un niveau d'eau très élevé.

En certains endroits, nous avons dépassé des records centenaires, c'est du jamais vu, et cela souligne l'envergure de la situation telle qu'elle s'est présentée au cours des dernières heures. Au niveau des réseaux électriques, CREOS était aussi dans la cellule de crise. Il n'y avait pas de grand problème, mais nous avons des postes de moyenne tension qui ne peuvent pas être alimentés pour éviter le risque d'une électrocution.

Cela concerne surtout la région de Echternach, Born et la ville de Luxembourg, mais ce sont des problèmes locaux qui se posent pour différentes rues.

Donc, c'est pour éviter le danger et cette situation pourrait encore durer pendant quelques heures et la CREOS est sur le terrain avec ses équipes pour avancer aussi rapidement que possible.

Les ponts et chaussées sont aussi représentés dans la cellule de crise pour libérer les autoroutes. Évidemment, il y a eu beaucoup de barrages. Vous avez entendu les chiffres. Aujourd'hui, le prochain souci ou les prochains travaux pour dégager les routes concernent dans le contrôle des ponts qui pourraient avoir été inondés.

On le verra peu à peu lorsque l'eau se sera retirée. C'est un problème que nous avons vécu dans d'anciennes situation et un membre de la cellule de crise est aussi en « stand by » avec la police.

Ils ont préparé des sacs de sable pour pouvoir, le cas échéant là, où des gens sont relogées ou s'il faut préparer des repas, ils ont donc libéré toute une série de capacité de lits de camp et donc, voilà, les tâches qui nous attendent dans les prochaines heures et dans les prochains jours pour les différents acteurs et ce soir encore, nous allons faire le point dans la cellule de crise pour voir comment nous allons continuer.

Monsieur Schroeder pourra peut-être parler du volet des services de secours.

[Paul Schroeder]

Merci beaucoup.

De notre côté, nous rentrons dans une nouvelle phase.

Jusqu'ici, nous étions dans la phase d'urgence.

Hier soir, surtout, et comme nous l'avons déjà dit, nous nous sommes limités aux mises à l'abri, au sauvetage et à la sécurisation d'infrastructures stratégiques.

Au cours des prochaines heures, nous allons rentrer dans une nouvelle phase où nous allons rentrer dans la phase de nettoyage et de déblayage. Nous allons devoir nous restructurer.

Hier soir, nous avons eu une réunion régionale avec des interventions régionales et maintenant nous allons passer à partir de demain dans une gestion locale, c'est-à-dire que les centres d'intervention locaux vont être à la disposition de leur commune pour faire sur le plan local ce qui est demandé au niveau des travaux et nous avons aussi des communes et des centres qui ne sont plus tellement impactés et nous sommes en train de les recenser pour voir où nous disposons de réserves pour que les unités locales qui sont plus fortement impactée puisse avoir de l'aide pour rétablir la situation.

Et évidemment, en raison des nombreux endroits concernés, bon, c'est la différence si nous comparons avec le Mullerthal à l'époque, nous avons pu amener d'autres unités, d'autres régions du pays pour prêter main forte.

Cette fois-ci, ce ne sera pas le cas et les sites locaux devront surtout intervenir et lorsqu'ils ont besoin d'aide ou si les communes ont besoin d'aide, ils peuvent s'adresser aux 112 et puis nous allons essayer de leur donner l'aide demandée et évidemment, l'armée et d'autres services pourront aussi intervenir.

À côté de cela, il faut dire que nous continuons à remplir nos missions normales.

Pendant la nuit, nous étions à nos limites. Nous n'avions plus de réserves.

S'il y avait eu d'autres cas d'urgence, je pense à un grand incendie, alors nous aurions dû ... regrouper des unités et cela aurait été difficile parce que tout le monde était sur le terrain et nous voulons former des réserves - pour rappel : en moyenne nous avons 160 interventions par jour qu'il faut continuer à remplir tous les jours.

Voilà, ce qui nous attend dans les prochaines heures et aussi pendant les prochaines heures pour les points critiques, pour les endroits critiques.

Nos forces d'intervention seront sur place pour surveiller la situation de près pour ne pas avoir de mauvaises surprises et si dans le domaine de la Basse Sûr, bon, nous venons depuis Echternach et il y avait encore des mises en sécurité qui étaient assurées et il faudra les poursuivre pendant la nuit.

Voilà, la situation de notre côté.

[Xavier Bettel]

S'il y a encore des questions, nous sommes à votre disposition.

[Journaliste]

Christiane Kleer de la Radio 100,7.

Les 50 millions d'euros dont vous avez parlé, est-ce que c'est une première tranche d'une somme plus importante qui pourrait être payé et qui pourrait être débloqué ?

[Xavier Bettel]

La dernière crise, là, nous avions une enveloppe de 30 millions qui étaient débloqués et c'est ici le ministre des Finances qui a proposé de prévoir une enveloppe plus élevée. Nous savons que la situation est différente.

En 2017, il y a eu les négociations avec les assurances et pour nous il est important que ce montant soit mobilisé maintenant comme aide directe aussi pour pouvoir venir en aide aux gens de manière peu compliqué.

[Journaliste]

Mais est-ce qu'il y a encore des marges vers le haut?

[Xavier Bettel]

Bon, la situation, c'est que nous nous engageons à voir comment nous pouvons aider les gens aussi vite que possible.

Ceci, c'est une enveloppe qui devrait être suffisante.

C'est impossible de faire une évaluation des dégâts.

Les dégâts sont importants. Donc l'appel que j'ai lancé - les assurances le savent - actuellement, on les attend parce que les gens ne peuvent rien changer, ne peuvent pas tout enlever à leur domicile ou alors il faut faire des photos.

C'est un appel que j'ai lancé ce matin parce que je sais que cela risque d’entraîner des discussions dans les quelques jours à venir.

Les gens vont attendre des réponses rapides. Nous sommes d'avis que cette enveloppe devrait être suffisante, mais on ne peut pas dire que c'est tout, mais nous sommes convaincus et, bon, c'est sur initiative du ministre des Finances de passer de 30 à 50 millions.

Bon, c'est pour vous montrer que e gouvernement veut aider les gens.

[Journaliste]

Et on a aussi annoncé que d'autres ministères sont invités à ..., pardon, Ursula Von der Leyen a dit qu'elle va proposer des aides.

[Xavier Bettel]

Bon, je ne connais pas les propositions. Nous savons que l'union européenne dispose de fonds en cas de catastrophe, mais il faut voir quelles sont les conditions et je sais que le ministère des affaires étrangères va prendre contact avec les instances européennes, s'il y a des possibilités et si on peut en faire profiter la population, il faut en profiter, mais il faut voir quelles sont les conditions. C'est trop tôt pour dire, si nous allons recevoir de l'aide et sous quelles conditions.

Ce qui me préoccupe, c'est comme je viens de le dire, d'aider les gens aussi vite que possible et il n'y a pas eu de décès, ni de blessés et, bon, les dégâts matériels, je m'excuse de le dire, sont secondaires.

[Journaliste]

Est-ce qu'on peut faire quelque chose pour que les gens puissent réagir plus rapidement avec des alertes plus ... qui viennent plus tôt ?

[Taina Bofferding]

Et bien, hier, nous avons réagi rapidement quand nous avons été informés sur la situation et nous avons essayé d'atteindre la population.

Donc, je lance encore un appel : les gens doivent s'informe r surtout pour ce qui concerne les mesures locales.

Donc, on devrait s'informer auprès des communes pour savoir ce qui est mis en place.

Comme nous avons fait un appel dans le contexte des écoles pour que les gens s'informent, si les écoles étaient ouvertes ou non.

[Journaliste]

Il y a un système d'alerte qui n'a pas fonctionné correctement. C'est ce qui explique la question.

[Taina Bofferding]

Eh bien, c'est la raison pour laquelle nous essayons de réformer parce que nous voulons avoir d'autres standards.

Nous voulons nous orienter aux règles européennes pour pouvoir réagir différemment et pour que davantage de personnes puissent obtenir ces informations, mais c'est que de gens appliquent ou utilisent l'application, ce n'est pas forcément utile.

Donc, nous voulons avoir des moyens plus performants pour à côté de tous les canaux qui existent - je pense aussi aux médias sociaux - il y a des entités publiques qui ont communiqué pour vraiment atteindre surtout la génération des plus jeunes.

[Journaliste]

Tom Haas du Tageblatt

Je reviens à ce qui a été dit maintenant.

D'après nos informations, les avertissements ont été publié quelques heures après que les bourgmestres ont été informés. Cette application est mise en place pour de telles situations.

Les gens savent qu'ils peuvent y avoir recours.

[Taina Bofferding]

Eh bien, ce n'est pas moi qui pose sur le bouton pour cette application.

Donc, je ne peux pas vous donner de réponse.

Je jette un regard du côté des spécialistes.

[Paul Schroeder]

Je devrai vérifier, mais il semble comme, si, effectivement, cet avertissement qui aurait dû être donné par GouvAlert est venue plus tard, mais à ce moment-là, l'information a déjà été publié par d'autres voies.

Donc nous sommes encore en train de faire une analyse de l'intervention.

Il faut voir où il y a eu un problème.

[Taina Bofferding]

Et cela explique la réforme que nous voulons pour avoir une application plus performante.

Je ne sais pas combien d'abonnés il y a, mais ils ne sont pas suffisamment nombreux pour informer la grande masse.

[Journaliste]

Les aides pour les personnes privées, est-ce qu'elles sont liées à des conditions ?

Est-ce qu'on a dû avoir une assurance d'inondations ?

Il y a des gens qui n'ont pas peut-être d'assurance.

[Xavier Bettel]

Eh bien, vous savez que c'est une aide pour la première nécessité qui passe par le ministère de la Famille.

Il y a des choses qui sont exclus de cette aide.

Donc, nous voulons pouvoir donner une aide directe.

L'État n'est pas l'assureur de tout un chacun, mais l'État doit maintenant intervenir là où l'assurance va peut-être causer des problèmes plus tard, mais le but immédiat, c'est d'assurer la première nécessité et ceci de manière non compliqué, comme nous l'avons fait par le biais du ministère de la Famille lors de la dernière catastrophe naturelle.

[Journaliste]

Encore une question pour l'argent européen.

Il y a aussi le mécanisme de protection civile en Europe et là il y a beaucoup 'autres personnes concernées, vous l'avez dit.

Les gens étaient déjà à la limite. On n'a pas pu réagir à tous les appels d'urgence, s'il n'y avait pas de danger de vie.

[Xavier Bettel]

Deux choses avant de donner la parole à monsieur Schroeder.

Il importe surtout d'aider les gens peu n'importe, mais vraiment, quand et quoi et dans quelles conditions on a pu demander une aide financière depuis l'extérieur.

Bon, vous avez parlé des aides européennes.

Ce qui m'importe, c'est lorsque nous pouvons, ... oui, mais le but maintenant, c'est de donner une aide rapide et nous ne voulons pas être tributaire d'aides extérieures.

Les gens ne peuvent pas attendre jusqu'à ce qu'une institution européenne ou internationale dise "vous allez recevoir quelque chose ou non".

Le gouvernement a pris une initiative aujourd'hui. Les 50 millions sont débloqués et peu n'importe pendant combien de temps ça dure avant que l'Union européenne va rembourser des fonds.

Ce qui importe, c'est de donner une aide rapide.

Pour le système d'alerte européen, monsieur Schroeder.

[Paul Schroeder]

Eh bien, ce qu'on peut dire c'est que, hier, si je prends la Belgique et l’Allemagne, ils n'étaient pas en mesure de nous aider parce qu'ils étaient dans la même situation que nous ou même encore dans une situation plus grave.

Maintenant pour la France, le départements Moselle et Meurthe-et-Moselle, ils étaient un peu moins concernés mais quand même et pour la situation la plus grave au niveau des précipitations, donc là, nos voisins directs n'étaient pas en mesure de nous donner de l'aide et nous avons dit pendant la nuit que cela ne fait aucun sens d'intervenir avec des ponts, même si tous nos pays voisins étaient venus en aide, nous n'aurions pas pu évacuer les masses d'eau et donc, maintenant, il faut voir, si nous avons besoin d'aide.

Cet après-midi, dans nos pays voisins, nous avons posé la question en Rhénanie-Palatinat et en Wallonie.

Rien n'est possible, mais en Sarre et en Meurthe-et-Moselle, ils sont disponibles le cas échéant pour les travaux de déblayage.

Je pense que nous allons nous en sortir et à l'inverse, pour nous, pour les services de secours, c'était important et le gouvernement nous a soutenus. Donc, il y a eu une demande de la part des collègues belges pour avoir des sauveteurs aquatiques et nous avons évolué la situation et nous étions d'avis que notre groupe de sauvetage aquatique était au grand complet.

Tout le groupe actif était mobilisé pour intervenir et nous avons pu évaluer la situation de manière à pouvoir libérer une équipe avec deux bateaux pour les envoyer dans la région de Liège pour y prêter main forte et ils ont pu sauver 12 personnes et entre-temps, ils sont rentrés au pays.

C'était important pour nous de montrer que dans une situation délicate chez nous sans vraiment nous ... vraiment aller à nos limites. Nous avons pu donner de l'aide, même si c'était seulement symbolique, mais les douze personnes sauvées, c'était plus qu'un symbole et la Rhénanie-Palatinat avait demandé pour une aide pour l'évacuation de cliniques et de maisons de vieillesse et où ils ont demandé de l'aide avec les moyens de transport.

Nous avons offert d'envoyer trois ambulances, mais cette aide n'a pas été utilisé. Donc, c'est notre idée européenne de la solidarité et nous ne doutons pas un seul instant, si nous avons besoin d'aide et si les pays voisins peuvent venir, ils vont le faire.

[Journaliste]

Merci.

[Xavier Bettel et Taina Bofferding]

Merci.